

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 08/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

XL RECYCLING SAS (ex.PLASTI RHÔNE ALPES)

ZI des Granges
8 rue des Roseaux Verts
42600 Montbrison

Références : UID4243-DSSP-024-0157

Code AIOT : 0006108535

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement XL RECYCLING SAS (ex.PLASTI RHONE ALPES) implanté ZI des Granges 8, rue des Roseaux Verts BP 113 42600 Montbrison. L'inspection a été annoncée le 26/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- XL RECYCLING SAS (ex.PLASTI RHONE ALPES)
- ZI des Granges 8, rue des Roseaux Verts BP 113 42600 Montbrison
- Code AIOT : 0006108535
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société XL RECYCLING exerce une activité de lavage et broyage de déchets de films plastiques en polyéthylène, et une activité de regranulation des déchets broyés par extrusion. Le site est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral du 23 avril 2020, complété par l'arrêté préfectoral du 19 mai 2021.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 19/05/2021, article 4.4.2	Demande d'action corrective	3 mois
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 19/05/2021, article 4.2.2	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Préfectoral du 19/05/2021, article 4.4.1 / 4.3.5 / 4.4	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Préfectoral du 19/05/2021, article 4.3.6.2 / 4.3.6.3	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 19/05/2021, article 4.5.2	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Préfectoral du 19/05/2021, article 4.4.2 / 4.5.1	Sans objet
8	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de cette visite sur la thématique des rejets d'eaux, l'inspection a pu constater que la société XL Recycling a depuis l'année 2023 engagé une nouvelle politique de gestion du site. L'entreprise s'engage désormais à respecter les périodicités de contrôles prescrits par la réglementation en vigueur. Elle investit également dans des appareils de mesures visant à prévenir la qualité des eaux industrielles rejetées avant la vidange de la cuve de rétention (mesures internes prévues en turbidité et MES). Par ailleurs, l'entreprise a également effectué un travail de réduction des quantités d'eau consommées dans le process industriel.

Aussi, l'inspection encourage l'entreprise à poursuivre les améliorations mises en place notamment sur le process dans le but d'assurer une meilleure qualité des effluents industriels et de voiries ainsi que de pérenniser leur conformité. Une seconde inspection prévoit des suites en ce sens sur la thématique des granulés plastiques industriels.

Les demandes formulées à l'exploitant sont les suivantes :

- Pour améliorer l'exhaustivité du plan des réseaux de collecte d'effluents : Ajouter l'emplacement des points de prélèvement,
- Concernant les eaux usées industrielles : améliorer la méthode de filtration/pré-traitement avant rejet afin de permettre d'assurer une bonne qualité de rejets d'eaux usées industrielles de manière pérenne ;
- Concernant les eaux pluviales de voiries : l'exploitant doit réaliser de nouvelles analyses sur les rejets d'eaux pluviales et mettre en place, le cas échéant, un plan d'action si d'éventuelles non-conformités étaient relevées. Si cette démarche n'a pas été entreprise, elle doit l'être au plus tôt.
- Une fois que l'inspection aura mis en place le cadre de surveillance sur l'application, l'exploitant devra transmettre les résultats de ces analyses via l'application GIDAF, pour les campagnes de mesures réalisées lors des années 2022, 2023 et 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2021, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.2.2 - Plan des réseaux</p> <p>Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) ;• les secteurs collectés et les réseaux associés ;• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>Mise à disposition du plan des réseaux : L'exploitant dispose d'un plan des réseaux de collecte des effluents. Au sein du site, les réseaux distinguent les eaux pluviales de toiture, des eaux pluviales non polluées.</p> <p>Exhaustivité :</p> <p>Ce plan distingue les différents types d'effluents suivants ainsi que leur point de rejet ;</p> <p>- Eaux Pluviales (EP) : rejetées vers un bassin de rétention de la ZAC des Granges puis vers le milieu naturel, dans le cours d'eau "Le Moingt",</p> <ul style="list-style-type: none">o EP voiries,o EP toiture propre, <p>- Eaux Usées industrielles : rejetées vers la station d'épuration gérée par Loire Forez Agglomération,</p> <p>- Eaux Usées sanitaires : rejetées vers la station d'épuration gérée par Loire Forez Agglomération.</p> <p>Il est clair et accompagné de légendes. Le séparateur d'hydrocarbures des eaux pluviales de voirie figure sur le plan.</p> <p>Le plan présenté n'indique pas l'emplacement des points de prélèvement pour les analyses. L'inspection demande à l'exploitant de les y ajouter.</p> <p>Date de dernière mise à jour :</p> <p>L'exploitant indique que le plan a été mis à jour des dernières modifications du site, il date de la convention de rejet (18/10/2019).</p> <p>Cette date de mise à jour est en cohérence avec les dernières modifications portées à l'établissement.</p> <p>Cohérence : Les plans et les explications sont cohérents avec la visite terrain.</p>

Par ailleurs, l'exploitant maîtrise et connaît les réseaux de son site.

Il explique que les descentes d'Eaux Pluviales des toitures étaient cassées au niveau du sol fin 2022. Elles ont été réparées en 2023 afin d'éviter aux matières plastiques de passer dans le réseau dépourvu de dispositif de traitement.

Il indique également la présence d'un clapet anti-retour, « dispositif de disconnexion », pour lequel un entretien est prévu de manière annuelle dans le programme de suivi. La dernière vérification a eu lieu le 18/09/23.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour améliorer l'exhaustivité du plan des réseaux de collecte d'effluents : ajouter l'emplacement des points de prélèvement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2021, article 4.4.1 / 4.3.5 / 4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Prescription contrôlée :

4.4.1

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s’imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d’une production journalière.

Dans le cas d’une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d’eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d’épuration interne vers les traitements appropriés avant d’être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

4.3.5 Localisation des points de rejet

Nature des effluents	Points de rejets	Exutoires
Eaux usées domestiques	Réseau communal des eaux usées	Station d’épuration de Montbrison
Eaux usées industrielles issues des purges du dispositif de traitement de ces eaux		
Eaux de purge du dispositif de refroidissement de l’installation de granulation par extrusion et des granulés		
Eaux pluviales de toiture	Réseau communal des eaux pluviales	Bassin de rétention de la ZAC des Granges puis rejet dans le cours d’eau « Le Moingt »
Eaux pluviales susceptibles d’être polluées	Passage dans un déshuileur puis réseau communal des eaux pluviales	

4.4 Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d’entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Constats :

L'inspection effectue un contrôle visuel au niveau du ou des points de rejets et de la conception des installations :

- **d'eaux pluviales voiries** : Un filet d'eau s'écoule. Rien n'est à signaler, l'inspection constate l'absence de matières plastiques au niveau du rejet. En revanche, des paillettes plastiques (les fines) sont présentes dans le séparateur d'hydrocarbures.

- **d'eaux usées industrielles** : aucunes eaux issues du process industriel ne s'écoule. Celles-ci sont présentes uniquement en cas de purge du tamis. Un dépôt sédimentaire est présent sur le tour de la canalisation.

Le séparateur d'hydrocarbures a été curé le 22/06/23, l'exploitant présente un justificatif.

Il était entretenu une fois par an et l'exploitant indique que, dans le cadre du nouveau programme de surveillance du site, un contrôle visuel mensuel du niveau grâce à un flotteur est désormais effectué. Ceci permet à l'exploitant :

- de s'assurer visuellement de la qualité des rejets d'eaux pluviales voirie,
- de définir si le séparateur nécessite un curage plus fréquent.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2021, article 4.3.6.2 / 4.3.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : 4.3.6.2 Aménagement des points de prélèvements Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...). <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.</p> 4.3.6.3 Section de mesure Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.
Constats : Eaux usées industrielles : Le point de prélèvement se situe en sortie du process soit en sortie de tamis. L'exploitant indique que le point de prélèvement est situé en amont de la dilution avec les eaux usées sanitaires. Cette explication est cohérente avec le plan des réseaux présenté.
Eaux pluviales : L'exploitant indique que le point de prélèvement des eaux pluviales de voirie est situé en sortie du dispositif de séparation décantation en amont du rejet d'eaux pluviales de toitures dites "propres" et donc en amont de toute dilution.
Les points de prélèvements se situent au niveau de regards entretenus et accessibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2021, article 4.5.2		
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance		
Prescription contrôlée :		
Article 4.5.2 - Fréquences, et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets aqueux Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre pour les rejets d'eaux pluviales et d'eaux usées industrielles :		
Paramètres	Fréquences	
	Eaux usées industrielles	Eaux pluviales
DCO	Mensuelle puis semestrielle ⁽¹⁾	Annuelle
MEST		
Hydrocarbures totaux		
Débit	Mensuelle puis semestrielle ⁽¹⁾	/
pH		
Température		
DBO ₅		
Azote global		
Phosphore total		
Hydrocarbures totaux		
Arsenic et ses composés		
Cadmium et ses composés		
Chrome et ses composés		
Chrome hexavalent et composés		
Cuivre et ses composés		
Étain et ses composés (dont tributylétain cation et oxyde de tributylétain)		
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)		
Nickel et ses composés		
Zinc et ses composés		
Indice phénols		
Cyanures		
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)		

(1) : pendant une durée de 3 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral, les analyses sont réalisées mensuellement. En cas de constatation de dépassement des valeurs limites d'émission pour un ou plusieurs paramètres, l'exploitant devra, sous un délai de 3 mois, réaliser une étude technique et mettre en œuvre les actions correctives identifiées dans cette dernière.

Constats :
Les périodicités des contrôles concernant eaux usées industrielles : En 2019 et 2021, les analyses ont été réalisées sur un prélèvement ponctuel et non une mesure 24h. Par ailleurs, le flux n'est pas déterminé ni le débit. Les analyses n'ont pas été réalisées en 2022. L'arrêté préfectoral susnommé prévoit des mesures semestrielles. Les périodicités n'étaient pas respectées. Désormais, depuis avril 2023, l'exploitant a mis en place des analyses trimestrielles et dont les prélèvements sont effectués sur 24h. Cette périodicité est conforme. L'inspection demande à l'exploitant de maintenir cette qualité de suivi.

Les périodicités des contrôles concernant les eaux pluviales :

Aucune campagne de mesure n'a été réalisée avant 2023 sur les eaux pluviales de voiries. Les périodicités n'étaient pas respectées.

Aussi, l'exploitant transmet à l'inspection un rapport dont le prélèvement d'eaux pluviales a été réalisé le 20 avril 2023. Il précise qu'une nouvelle mesure sera établie le mois prochain, en avril 2024, conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2021 applicables au site.

L'exploitant a désormais mis en place un nouveau programme de suivi pour la gestion du site et le met en application de manière rigoureuse. Il doit la maintenir.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2021, article 4.4.2		
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement		
Prescription contrôlée :		
Article 4.4.2 - Valeurs limites d'émission des eaux usées industrielles avant rejet dans une station d'épuration collective		
L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentrations ci-dessous définies :		
Eaux usées industrielles		
Débits de référence		
Débit maximal journalier	64 m³/j	
Débit annuel	16 600 m³/an	
Paramètres	Codes SANDRE	Concentrations moyennes journalières
MEST	1305	600 mg/l
DBO ₅	1313	800 mg/l
DCO	1314	2 000 mg/l
Azote global	1551	150 mg/l
Phosphore total	1350	50 mg/l
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l
Arsenic et ses composés	1369	0,025 mg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j
Cadmium et ses composés	1388	0,025 mg/l
Chrome et ses composés	1389	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Chrome hexavalent et composés	1371	0,05 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Cuivre et ses composés	1392	0,15 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Étain et ses composés (dont tributylétain cation et oxyde de tributylétain)	1380 2879 1773	2 mg/l dont 0,025 mg/l pour chacun des composés
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	7714	5 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Nickel et ses composés	1386	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc et ses composés	1383	0,8 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Indice phénols	1440	0,3 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
Cyanures	1390	0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106 (AOX) 1760 (EOX)	1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j
Constats :		
L'exploitant n'effectue pas de transmission GIDAF (Cf constat suivant).		
Cependant, il laisse à disposition de l'inspection les rapports d'analyse effectués. Ces derniers sont désormais synthétisés et interprétés dans un tableur. Aussi, l'inspection précise que cette démarche est tout à fait cohérente dans l'appropriation et l'exploitation des résultats et que cet outil pourra servir, au besoin, de support d'investigation quant aux éventuelles non-conformités qui pourraient apparaître. En effet, à titre d'exemple, en modélisant les résultats sous forme graphique en fonction du temps, des corrélations pourront être établies avec les quantités d'eau utilisées, des modifications de process, ou d'entretien.		

Eaux usées industrielles :

Si l'on considère les analyses réalisées en 2023, conformément à l'arrêté préfectoral du 19 mai 2021. Il apparaît que, sur les trois campagnes effectuées, les VLE sont conformes à l'exception des MES lors de la dernière campagne de contrôle, en décembre (780mg/L au lieu de 600mg/l soit 30 % de plus que la VLE ne l'autorise).

L'exploitant explique avoir intentionnellement réalisé ce prélèvement dans un cas de figure qu'il considèrerait comme « péjorant » du point de vue de la qualité de l'eau : purge complète de la cuve noire après une période de forte diminution de la consommation en eau (réduction d'un facteur 4) ce qui implique une moins grande dilution des déchets glanés.

En conséquence, il a tout de suite su interpréter ces résultats et travaille à un ajustement de la quantité d'eau utilisée.

De plus, suite à cette non-conformité, il a lancé des mesures mensuelles depuis janvier 2024. Ces dernières sont conformes.

Par ailleurs, l'exploitant s'est équipé d'un turbidimètre et peut ainsi mesurer le niveau de turbidité de ces eaux industrielles depuis ce début d'année 2024. Ceci avec une volonté de faire une corrélation avec la concentration en MES. Ces dernières pourront bientôt être mesurées en interne car l'exploitant a investi dans un équipement permettant ce type d'analyse.

Ainsi, il explique que lorsque la purge sera lancée, l'exploitant connaîtra d'avance la qualité de son rejet.

L'exploitant ajoute que la valeur de ce paramètre a également un impact sur la qualité du produit.

Pour les AOX fin 2023, le flux est de 22,3g/j et est conforme aux attentes de l'arrêté préfectoral bien que la concentration soit de 1,9mg/l.

Eaux pluviales de voiries :

L'exploitant transmet, en aval de l'inspection, un rapport 20 avril 2023 concernant les eaux pluviales. Ce dernier indique un dépassement en MES ; 50mg/l au lieu de 35mg/l autorisés.

Aucun plan d'action ni explication n'ont été transmis.

Par la suite, l'exploitant a procédé au curage du séparateur d'hydrocarbures le 22 juin 2023 mais aucune analyse n'a été réalisée par la suite afin de s'assurer de la remise en conformité des résultats.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**Eaux usées industrielles :**

- Améliorer la méthode de filtration/pré-traitement avant rejet afin de permettre d'assurer une bonne qualité de rejets d'eaux usées industrielles,

Eaux pluviales de voiries :

- L'exploitant doit réaliser de nouvelles analyses sur les rejets d'eaux pluviales et mettre en place, le cas échéant, un plan d'action si d'éventuelles non-conformités étaient relevées. Si cette démarche n'a pas été entreprise, elle doit l'être au plus tôt.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : L'arrêté préfectoral du site indique que l'exploitant doit transmettre via GIDAF les résultats. L'exploitant dispose d'un compte Cerbère, créé dans le cadre de la recherche PFAS, avec un accès à la plateforme GIDAF. Aussi, il a renseigné les résultats des deux premières campagnes d'analyse pour la recherche des PFAS. Aucune de ces substances n'a été identifiée. Aucun cadre de surveillance n'est créé pour les résultats d'autosurveillance. L'inspection procédera dès que possible à la création du cadre afin qu'il soit renseigné par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une fois que l'inspection aura mis en place le cadre de surveillance sur l'application, l'exploitant devra transmettre les résultats de ces analyses via l'application GIDAF. Ceci pour les campagnes de mesures réalisées lors des années 2022, 2023 et 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2021, article 4.4.2 / 4.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : Article 4.4.2 - Valeurs limites d'émission des eaux usées industrielles avant rejet dans une station d'épuration collective L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentrations ci-dessous définies : Débit maximal journalier : 64 m ³ /j Débit annuel : 16 600 m ³ /an Article 4.5.1 - Relevé des prélèvements d'eau Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines, comme définies à l'article 4.1.1, sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant dispose de données mensuelles de la consommation d'eau du site. Par ailleurs, dans le cadre d'un plan d'action visant à maîtriser d'avantage le process et diminuer la consommation d'eau, une réflexion et investigation a été menée du point de vue de la qualité des produits obtenus et de la qualité des rejets d'effluents industriels. L'exploitant établit ainsi le rapport : produit traité (plastique produit) / consommation d'eau. La consommation d'eau a été divisée par 4 en fin d'année 2023 (environ 1200 m ³ /mois à 300m ³ /mois). Sur la première partie de 2023, en moyenne 1200m ³ /mois étaient consommés soit moins de 100m ³ /jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'exploitant n'a pas renseigné GIDAF pour les résultats PFAS au jour de l'inspection mais a régularisé son obligation de transmission depuis. Les prélèvements ont été réalisés pour les deux premières campagnes, en janvier et février. Celle de mars sera réalisée en avril.
Type de suites proposées : Sans suite